

## Deux ans d'Intifada

### Un bilan meurtrier, une impasse politique

**>> 28 septembre 2000 : Ariel Sharon, invité par Ehud Barak, effectue une visite sur l'esplanade des mosquées.**

En se rendant sur ce lieu saint - pour les juifs comme pour les musulmans - le leader du Likoud, alors dans l'opposition, a parfaitement conscience de la provocation que constitue cette visite. Considérée comme une intrusion par les Palestiniens, la présence de Sharon déclenche des manifestations. La riposte de la police israélienne, qui tire à balles en caoutchouc, blesse une trentaine de Palestiniens.

Dès le lendemain, des incidents plus graves surviennent : sur l'esplanade, des heurts entre Palestiniens et forces de l'ordre entraînent la mort de sept Palestiniens et en blessent 200. La seconde Intifada est officiellement commencée. Elle s'étend alors rapidement à la bande de Gaza et à la Cisjordanie, la revendication centrale des Palestiniens étant la fin de l'occupation. Le soulèvement se radicalise d'emblée sous l'effet de la répression de la puissance d'occupation, première puissance militaire de la région.

Quels qu'aient pu être les calculs politiques d'Ariel Sharon, en se rendant sur l'esplanade des mosquées, ils se révèlent exacts. Sa campagne, fondée sur le rejet du processus de paix et sur l'insécurité, et servie par les divisions du camp travailliste, finit par convaincre une majorité d'Israéliens, qui le font accéder au poste de Premier ministre en février 2001.

Cependant, sa politique de répression systématique ne fait qu'aggraver le conflit. Aux attentats-suicides du Hamas et du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), répondent les bombardements de villes palestiniennes telles que Ramallah, Naplouse, et Tulkarem en Cisjordanie et les assassinats ciblés (entre le début de la politique d'assassinats ciblés en novembre 2000 et février 2002, 80 activistes palestiniens sont tués par Israël). Par ailleurs, des initiatives diplomatiques, telles que les plans Mitchell et Tenet, échouent à mettre un terme aux violences. Entre le début de l'Intifada et fin août 2002, 2 336 personnes ont été tuées, dont 1 726 Palestiniens et 610 Israéliens. On décompte en outre plus de 20 000 blessés palestiniens et 4 500 côté israélien .

Selon la Société palestinienne pour la protection des droits de l'Homme (LAW, affiliée à la FIDH en Palestine), l'armée israélienne aurait détruit 990 maisons palestiniennes pendant cette même période, dans le cadre de sa politique de "punition collective". Cette politique constitue une infraction grave de la IV<sup>ème</sup> Convention de Genève, ratifiée par Israël, et ravage l'économie palestinienne (blocus, checkpoints, couvre-feu constant et systématique ...). Elle entraîne en outre dans les Territoires occupés une "situation humanitaire d'urgence marquée" : 22% des enfants palestiniens âgés de moins de six ans souffrent de malnutrition, contre 7% au début de la deuxième Intifada. Le porte-parole de M. Shimon Pérès, M. Yoram Dori, a beau affirmer qu'"il s'efforce de changer cette situation, non seulement pour des raisons politiques, mais aussi morales", la situation empire de jour en jour.

Le 11 septembre 2001 n'a évidemment rien arrangé au conflit, et l'appui - déjà outrancier - de la diplomatie américaine à Ariel Sharon n'a fait que s'accroître depuis, au nom de la "lutte contre le terrorisme international".

#### Les Arabes israéliens dans la tourmente de la seconde Intifada

La violence des affrontements entre Israéliens et Palestiniens depuis deux ans n'a pas seulement réduit à néant les espoirs de paix et de stabilité au Proche-Orient, elle a également fortement affecté la société israélienne dans son ensemble, et notamment la minorité arabe d'Israël. En effet, si les Palestiniens d'Israël (20% de la population) souffrent depuis longtemps de discriminations juridiques, économiques et sociales, leur situation s'est détériorée depuis l'éclatement de la seconde Intifada, comme en témoigne le rapport 2002 de l'association israélienne SIKKUY. Certes, des programmes pour une répartition plus équitable des ressources sont timidement mis en œuvre par un gouvernement Sharon "qui promet beaucoup mais qui fait peu". Mais l'expression de la solidarité des Arabes israéliens avec les Palestiniens et surtout les événements tragiques d'octobre 2000, où la police a tué treize citoyens arabes lors d'une manifestation, ont creusé un peu plus le fossé entre Juifs et Arabes d'Israël. SIKKUY note une banalisation alarmante des expressions de racisme et de haine à l'égard de ces derniers en provenance de l'"establishment" et de la classe politique, notamment de certains ministres en exercice. Les propos outrageux de certains de ces "démocrates" et les projets de transfert qu'ils évoquent sont particulièrement dangereux pour la cohésion future de la société israélienne.

**E.W.**

**Chareen Stark**